revista
PERIFERIAS

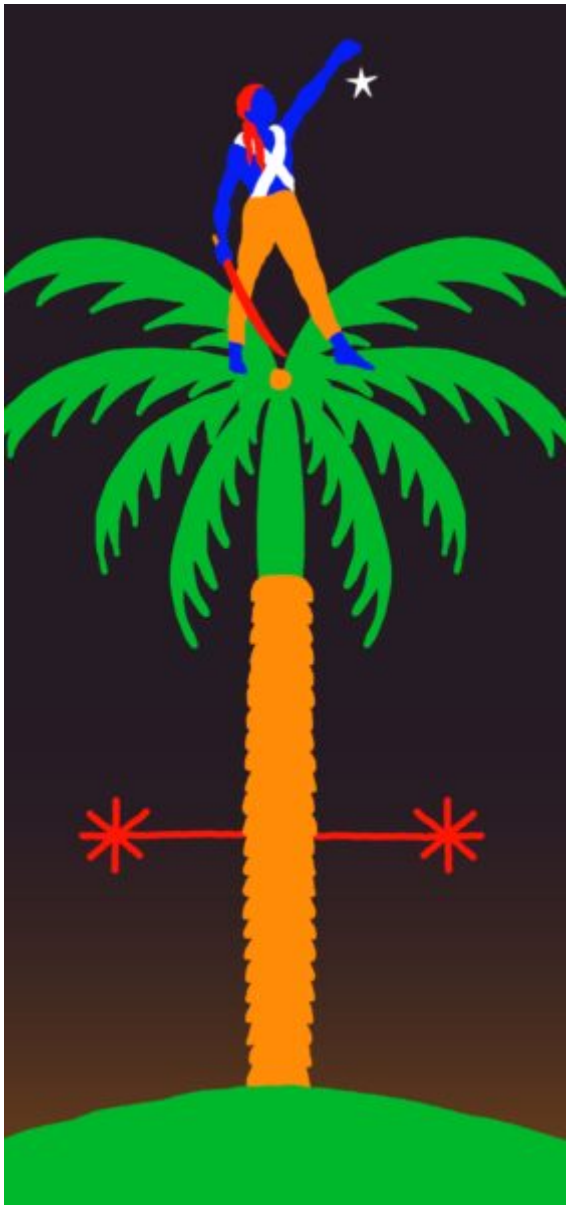
L'héritage de la Révolution Haïtienne

Reconnaître l'accomplissement historique de la révolution pour les pays du Sud est un premier pas vers la reconquête de sa grandeur et de son importance.

Jailson de Souza e Silva et Richemond Dacilien

| Haïti |

traduit par Déborah de Oliveira Spatz



@mulambeta

La révolte des personnes réduites en esclavage de « Saint-Domingue »[1] Nom donné à

Haïti durant la période coloniale française (1697 - 1804) et la victoire postérieure de l'armée locale contre celle de Napoléon, à l'époque considérée comme étant la plus forte du monde, a culminé en l'indépendance de ce qui deviendrait ensuite le pays appelé Haïti, en 1804. Comprendre de manière appropriée cette révolution et ses aspects axiaux nous permet de répondre à deux questions fondamentales à propos du caractère de l'événement et à construire une proposition radicale, mais logique et absolument juste.

La première question : pourquoi et comment une révolution si originale et puissante a-t-elle été effacée/invisibilisée dans l'histoire universelle, principalement en Amérique latine et dans le reste du Sud global ? La seconde : quelle est la relation entre cette révolution et les instabilités économiques et politiques qui dominent Haïti depuis le XIXe siècle ? La réponse à ces deux questions contient l'argument nécessaire pour notre proposition conséquente : dans le Sud Global, nous devons reconnaître la Révolution Haïtienne — et non-française — comme un marqueur instituant de ce qu'on appelle l'Ère Contemporaine.

La réponse à ces deux questions signalées exige la description, de manière succincte, de ce qu'a été la Révolution Haïtienne et de ses caractéristiques centraux. Le point qui attire le plus notre attention est que, au contraire des révolutions française et américaine du XVIIIe siècle — la première hégémonisée par la bourgeoisie et la seconde, par les colons qui ont gardé intacte la structure esclavocrate de la colonisation anglaise —, la Révolution Haïtienne a été l'œuvre de révoltes sanglantes de noirs, qui défendaient la liberté, légalité et le droit à la propriété de terres. Née, pensée, organisée et exécutée dans la colonie française la plus productive de la période coloniale, la Révolution Haïtienne a été dirigée par des personnes réduites en esclavage et durement combattue exactement par les héritiers victorieux de la Révolution Française. La consécration des droits humains [2]C'est dans le contexte de la Révolution Française qu'a été proclamée, en 1789, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. — tellement glorifiés comme héritage de cette dernière révolution — s'est limitée à ne s'occuper que d'une parcelle spécifique de l'humanité : la population blanche européenne ou ses descendants. La violence contre la population noire et les peuples autochtones s'est maintenu dans les colonies établies par la métropole française — et dans d'autres colonies et pays du continent et autour du monde.

La révolution des personnes réduites en esclavage en Haïti a été inédite dans le sens où elle a cherché à matérialiser les idéaux des Droits Humains pour *toute* la communauté, se constituant comme la première révolution de l'histoire qui a réuni, radicalement, l'aspiration républicaine et la perspective démocratique dans son aspect socio-économique et politique — l'abolition de l'esclavage et l'accès à la propriété de terre étant les objectifs centraux, en ayant pour prémisse le caractère radical. Menée par des personnes noires et des personnes dédiées à la libération de la condition des personnes réduites en esclavage, la Révolution Haïtienne a été, ainsi, un mouvement au caractère antiraciste, anticolonialiste et antiesclavagiste.

Antiracisme : l'imaginaire qui soutient, sur le plan symbolique, l'esclavage représentait la personne « noire » comme un être corporel, primitif et barbare, presque irrationnel. Elle serait, ainsi, incapable de comprendre la signification de liberté, car n'ayant pas les habilités nécessaires pour produire le concept qui la soutient. Cependant, l'insurrection d'esclaves de l'île de Saint-Domingue et l'indépendance construite ont été une démonstration de capacité des personnes noires à reconnaître la valeur de la liberté, en mettant, d'ailleurs, leurs vies en danger pour l'obtenir. Ce n'est pas un hasard si, dans la première Constitution du pays, en 1805, la hiérarchie raciale dans laquelle le système esclavocrate se basait a été immédiatement défaite et éliminée.

Anticolonialisme : lorsque l'indépendance a été proclamée, les Français ont eu interdiction de posséder des terres en Haïti, et leurs propriétés — fruit du privilège d'être les représentants de la métropole — ont été expropriées. Les dirigeants de la révolution avaient conscience de ce qui structurait le système colonial et l'importance de rompre avec ses bases économiques, juridiques et institutionnelles. Ainsi, ils ont mis en jeu à plus tard la question foncière de l'Haïti, en attendant de mettre en place une réforme agraire du pays.

Antiesclavagisme : la première Constitution haïtienne a déclaré que toute personne noire (africaine) qui poserait un pied sur le sol d'Haïti serait automatiquement libre. En plein climat hostile, alors que tous les autres pays d'Amérique était encore sous le joug de l'esclavage, au début du XIXe siècle, les dirigeants de la première République Noire démontraient qui l'indépendance ne ferait aucune concession à l'esclavagisme.[3] Pour plus

d’informations sur cet aspect de l’histoire de la Révolution Haïtienne, voir : Hurbon, L. L’Insurrection des esclaves de Saint Domingue (22 au 23 août 1791). Paris: Karthala, 2000.

Les immenses défis du nouvel État Indépendant

Les leaders et le peuple a, de manière générale, payé le lourd prix du caractère inédit de la Révolution Haïtienne. Tout d’abord, sur le plan interne, il fallait construire, sans aucune base ou expérience politique, un État-Nation sur un territoire qui était passé par différents types de régime en peu de temps et qui avait été dominé par une structure institutionnelle séculaire construire pour répondre aux intérêts de la métropole française. Sur le plan externe, l’insurrection noire et la construire d’Haïti en tant que pays, ont provoqué un immense traumatisme dans les colonies et les pays d’Amérique, des EUA — où le gouvernement de Thomas Jefferson était inquiet de la fragile unité entre le Nord et le Sud — jusqu’au Brésil, où la peur d’une révolution similaire a provoqué le renforcement du contrôle des cours et l’oppression sur les personnes réduites en esclavage — leur interdisant d’avoir accès à la lecture et à l’écriture, ou simplement de savoir ce qui s’était passé durant Révolution Haïtienne.

Dans ce contexte, détruire les bases de l’expérience de l’État-Nation, qui était en train de se constituer en Haïti, est devenu une stratégie commune des pays européens, de leurs colonies américaines et des EUA. En recherche de reconnaissance internationale, Haïti a dû indemniser les esclavocrates français à cause de sa lutte pour la liberté — un immense paradoxe. Comme conséquence pratiquement inévitable, son économie a été ruinée, et comme gravant, les dirigeants de la révolution ont été assassinés. Dans ce processus, et avec le soutien des pays coloniaux, un groupe politique hégémonisé par des métisses — enfants de Français avec des femmes réduites en esclavage — s’est renforcé, a dominé l’État et a évité que des mesures stratégiques, telles que la réforme agraire, ne se mettent en place et ne prennent des proportions politiques.

La dispute pour le contrôle de l’État naissant établie entre les différents groupes

politiques/sociaux haïtiens a eu un impact sur les chemins de la révolution. Plus que tout, la pression internationale pour que le pays indemnise les français propriétaires de personnes réduites en esclavages et de terres comme condition pour que son indépendance soit reconnue et — à partir de là, puisse avoir accès aux marchés des pays contrôleurs du commerce international — a impliqué des obstacles évidents pour le pays.

Imposer ces conditions à Haïti, un pays tout juste libre du colonialisme français, porte une dimension qui traverse historiquement les deux siècles du pays. Dès lors, les conditions de négociations historiques entre Haïti et les pays du Nord sont un facteur déterminant dans la privation d'Haïti de la capacité à gérer les ressources économiques internes suffisantes pour établir les voies du développement national, même si, déjà dans le contexte de 1804, maintenir l'autonomie de sa capacité productive aurait été un grand enjeu.

Un coup d'état profond dans le première république de personnes noires libres a suivi dans l'ère moderne/contemporaine, avec l'occupation/l'invasion militaire des EUA, qui a commencé en 1915. Motivé par une supposée instabilité politique qui exigerait l'intervention, le pays voisin a mis en place un processus de « colonisation » effective d'Haïti et y est resté durant trois décennies, exploitant ainsi ses ressources naturelles, en jouant, avec un plaisir, un rôle de tuteur sur les gouvernements et contrôlant les activités économiques selon leurs propres intérêts.

Le départ des troupes nord-américaines, en 1934 — accusées de s'être appropriées toutes les réserves d'or se trouvant dans les coffres publics du pays — a aggravé la déstructuration économique d'Haïti et y a laissé comme héritage encore plus pervers l'installation de François Duvalier — le Pape Doc — au pouvoir en 2957, suivi, en 1971, par son fils âgé tout juste de 19 ans[4]Pour plus d'explication à propos de l'invasion américaine d'Haïti, voir le texte de l'historienne haïtienne, Suzy Castor : Castor, S. L'occupation américaine d'Haïti., Jean-Claude Duvalier, — le Baby Doc —, une succession imposée au pays par le contrôle des Duvalier.

La dynastie est restée au pouvoir jusqu'en 1986, quand la levée populaire, fruit de la lutte contre les brutalités et les oppressions du régime dictatorial soutenu par les EUA et la

France, principalement,[5] Déchu du pouvoir Baby Doc s'est d'abord établi aux EUA, puis en France. Seulement 25 ans après, il est retourné dans son pays natal et y est mort en 2014. a déchu les Duvalier du pouvoir. Durant cette période, une grande partie de la population a été éloignée du processus politique et l'État a été radicalement privatisé par intérêts privés.

Une tentative de surmonter ce processus de suppression des droits du peuple haïtien a eu lieu à travers l'élection de Jean-Bertrand Aristide, en 1991. Considéré comme étant le premier président élu démocratiquement dans le pays, le mandat de l'ancien prêtre lié à la Théologie de la Libération a rapidement pris fin à cause d'un coup d'état. Aristide a repris la tête de l'État en 1994 et y est resté jusqu'en 1996, en plus d'avoir gouverné de 2001 à 2004. L'analyse de la gestion de son gouvernement divise, jusqu'aujourd'hui les opinions du pays. Ce qui reste le plus évident durant cette période, c'est l'approfondissement de l'instabilité politique, principalement après la reprise de pouvoir des EUA, avec le soutien de la France et d'une force d'occupation internationale dans laquelle des chefs militaires étaient brésiliens.

La mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti — MINUSTAH — a été créée en argumentant que le pays était dominé par le chaos, la violence et par les gangues qui contrôlaient une partie importante du pays, principalement sa capitale Port-au-Prince. En réalité, comme dans d'autres expériences du passé, l'intervention n'a pas contribué à résoudre les problèmes pour lesquels elle avait été mise en place par les Nations Unies, en plus d'être accusée de multiples violations des droits humains et d'être responsable, à travers les militaires qui l'intégraient, de la dissémination d'une épidémie de choléra ayant causée la mort de plus de dix milles personnes, en 2010.

Le fiasco réitéré des forces internationales a été accompagné, en 2010 également, par l'un des tremblements de terre les plus forts ayant déjà touché l'île des Caraïbes. Son impact a été terrible, principalement dans la capitale Port-au-Prince. Le tremblement de terre a causé plus de 100 000 morts, des centaines de milliers de blessés et plus d'un million de personnes sans abris. En ce qui concerne sa magnitude, c'est une équivoque de rendre la catastrophe naturelle responsable des problèmes d'Haïti. Beaucoup de pays sont touchés

par de forts tremblements de terre qui ne provoquent pas cet impact. La fragilité de l'État et de la société haïtienne, dominée dans toute son histoire par la pression coloniale et la création d'obstacles pour le renforcement d'un projet autonome de nation sont les raisons qui expliquent, avec plus de précision, la difficulté du pays à répondre aux catastrophes naturelles comme le tremblement de terre de 2010.

Le PetroCaribe, la violence politique et l'instauration d'une peur du soulèvement populaire de la part du gouvernement

Le PetroCaribe était une alliance pétrolière stratégique signée entre le Vénézuela et Haïti en 2006. Le Vénézuela de Chavez vendait du pétrole à Haïti à un prix réduit. Le gouvernement haïtien devait payer une partie et économiser l'autre pour la rendre au Vénézuela dans un délais de 25 ans. Le gouvernement national devait utiliser l'argent restant pour favoriser la croissance économique haïtienne et financer des programmes sociaux pour la population. Au lieu de cela, 4,5 milliards de dollars américains prêtés entre 2006et 2018 ont disparu et les Haïtiens n'ont que trop vus les bénéfices promis.

Le programme a pris fin en 2017, année où, par coïncidence, d'un côté, beaucoup de personnes qui participaient aux régimes politiques précédents se sont enrichies de manière inexplicable, et où, d'un autre côté, la majorité de la population s'est appauvrie. Cette situation douteuse a provoqué, en 2018, la mobilisation citoyenne contre la corruption qui exigeait des explications du gouvernement. Ce mouvement contre la corruption a commencé par une simple question qui a occupé les réseaux sociaux : *Kot kòb petwo karibe a?* (« Où est donc passé l'argent du fond PetroCaribe ? »). Elle s'est propagée au point d'atteindre 3 millions d'Haïtiens sur les réseaux — 30 % de la population du pays. Après la dissémination, il y a eu un soulèvement des jeunes qui manifestaient dans les rues contre la corruption.

Avant son ascension au pouvoir, on a enquêté sur la situation de Jovenel Moïse, un

entrepreneur économique. À cause du blanchiment d'argent détourné par le régime Martely qui a préparé le terrain pour l'élection de Moïse. [6]Ce régime est arrivé au pouvoir avec la complicité de la Communauté Internationale en 2011. En 2016, il a été réélu lors d'une élection sans légitimité populaire, avec seulement 21,9 % de participation populaire dans le pays.

Avant l'assassinat de Moïse, lorsqu'il était encore au pouvoir, une grande partie de la population avait revendiqué le « Procès du PetroCaribe ». Il est important de souligner que, avec l'implication de Moïse et de ses alliés politique dans le système de corruption, il serait beaucoup plus difficile de matérialiser le procès. C'était une des raisons pour lesquelles la mobilisation populaire a été incitée la descente dans les rues, en 2018, demandant la démission de Moïse et la fin du système politique oligarchique.

L'ancien président Jovenel, ainsi que les idéologues du régime d'extrême droite du pays (PHKT), ont instauré un régime de violence et de peur afin de se protéger du mouvement populaire. Ils cherchaient à organiser les élections pour donner ensuite le pouvoir à une personne en qui ils avaient confiance, qui leur garantirait la protection et leur éviterait des enquêtes à propos de leurs actes. En plus de cela, avec la complicité de certains pays colonialistes, ils ont tenté de réaliser un référendum sous leur contrôle pour avoir une couverture légale par rapport au scandale de corruption révélé par le Tribunal des Comptes.

La population a continué à mener sa revendication pour un gouvernement de transition qui juge les accusés de détournement d'argent du Fond PetroCaribe et de leur prison. Une transition qui puisse en finir avec les politiques anti-populaires, antidémocratiques et antirépublicaines. Le régime a résisté à la volonté populaire et a institué un régime de terreur qui commet des massacres dans les bidonvilles du pays, principalement dans la capitale métropolitaine du pays.

Il paraît donc évident que, durant la seconde décennie de ce siècle, les conflits politiques se sont amplifiés et les disputes entres les différents groupes politiques pour le contrôle de l'État se sont caractérisés par l'absence d'une force hégémonique dans la société haïtienne.

Cette situation de crise a atteint son paroxysme avec l'assassinat du président Jovenel Moïse, en 2021, pour des raisons qui non-éclaircies jusqu'aujourd'hui. La violence contre le président a été suivi d'une faillite institutionnelle du pays, qui, deux ans après le crime, n'a toujours pas de pouvoir législatif et n'a aucune date pour la réalisation d'une élection pour le poste, ce qui permettrait la succession d'Ariel Henry, premier ministre maintenu au pouvoir par la coalition de pays — dont les EUA sont à la tête — qui contrôle, en réalité, le processus politiques dès lors.

L'héritage de la révolution haïtienne et le dépassement de la vision coloniale de l'histoire

L'historicité présentée met en évidence la manière dont la réalité contemporaine d'Haïti s'est produite, et, par concomitance, comment la narrative qui dit qu'Haïti est un pays qui « n'a jamais fonctionné » a été constituée et est devenue hégémonique, comme si ses problèmes provenaient de l'incapacité de son peuple à construire un projet de nation démocratique, prospère et basée sur la justice raciale/sociale. C'est la version dominante du monde à propos de la révolution plus radicale et pro-humanité de l'histoire.

En réalité, ce que cette analyse plus retenue dans la réalité haïtienne révèle, à la lumière d'une lecture critique de son histoire, c'est l'immense lutte de son peuple pour construire de nouvelles possibilités pour son existence ; l'affirmation d'une forte fierté pour la construction de la nation et le sentiment de dignité résultat ; le fort lien communautaire établit dans la vie quotidienne, avec la création de stratégies plurielles pour gérer les insuffisances en termes d'accès aux équipements et aux services urbains, le manque d'emplois et de salaires, en plus de l'incapacité de l'État de garantir la propre souveraineté sur l'ensemble des territoires du pays — ce qui n'est, par exemple, pas différent de l'État Brésilien.

Dans ce contexte, il est nécessaire de surmonter tous les types de narratives centrées sur la

caractérisation d'Haïti comme étant « un pays non-viable ». Il faut, tout d'abord, reconnaître le rôle de son peuple dans la construction d'une révolution plus importante de l'histoire et — en tant que point de départ fondamental — garantir la réparation due par la France et les EUA des problèmes économies, sociaux et politiques du pays. En garantissant cela, et à partir d'une écoute effective et de la participation de la populations, les forces nationales engagées dans la démocratie doivent se mobiliser pour construire un projet large de récupération et de valorisation des institutions républicaines, de développement économique, social et environnement, en plus de l'impact national de défense de la vie, de la démocratie et de tous les droits fondamentaux.

Et ce processus n'aura pas lieu de manière spontanée. Il revient aux pays comme le Brésil, gouverné actuellement par un président engagé dans le renforcement de la démarcation et du dépassement de l'inégalité entre les pays du Sud et du Nord Global, de s'engager dans la recherche d'une solution pour la crise actuelle en Haïti qui ait pour base le respect de son autodétermination et l'engagement de construire une solution convenable pour le pays.

Dans ce contexte, les forces politiques haïtiennes, les citoyens qui vivent en diaspora et les personnes du monde entier doivent s'engager dans la pression internationale pour une solution à la question haïtienne qui valorise l'histoire de son peuple et, à partir de sa reconnaissance, contribue à la construction d'un présent plein de dignité et de la valorisation de l'héritage et du légat du peuple réduit en esclavage qui s'est libéré.

Plus que cela : un peuple qui a donné la plus grande leçon déjà infligée aux colonisateurs en Amérique, qui se maintiennent au pouvoir mondial et qui doivent constamment être rappelés à leurs responsabilités pour la persistance du racisme qu'ils ont créé — soutien de la structure symbolique et matérielle de l'esclavage — , mais qui continuent aujourd'hui d'entretenir les pratiques économiques et politiques qui reproduisent les diverses formes d'inégalité et de violence noient le peuple des périphéries. La lutte du peuple haïtien n'est pas isolée et ils ne sont pas les victimes passives d'un système international construit à partir du colonialisme. Ils sont l'expression d'une violence historique, mais aussi de la résistance manifeste du peuple noir et de sa capacité de réponse à celle-ci, qui est toujours aussi nécessaire qu'en 1804.

Le grand héritage de la Révolution Haïtienne du XIXe siècle a servi de phare pour les luttes anti-coloniales dans toute l'Amérique Latine. Son influence sur Bolivar, par exemple, a été entravée pour la victoire contre l'Espagne et le point de départ de l'indépendance de tout un contient. En plus de cela, elle a eu une importance fondamentale dans la matérialisation de plusieurs insurrections de personnes en situation d'esclavage et a alimenté l'imaginaire de lutte contre l'esclavage de telle forme que sa permanence est devenue possible.

Il s'agit de pactiser un engagement entre toutes les personnes, les institutions et les pays engagés dans la démocratie et dans les droits humains, principalement du Sud Global, à reconnaître la dette historique de la Révolution Haïtienne et de son peuple. La reconnaître comme un marqueur historique qui a provoqué l'Ère Contemporaine est un premier pas dans le sauvetage de sa grandeur et de son importance. À partir de cela, affiner l'engagement à renforcer la démocratie dans le pays, contribuer à trouver des solutions pour la crise économique et politique dans laquelle il se trouve — en situant le poids du colonialisme dans sa production — et reconnaître au peuple d'Haïti le droit à l'autodétermination et à l'indépendance effective.